

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 16 AVRIL 1929

Rapport fait au nom de la Commission de vérification des pouvoirs sur le Projet de résolutions à prendre par le Sénat en matière d'éligibilité.

Présents : MM. le vicomte BERRYER, président; DISIÈRE, Du BOST, HICGUET, HUISMAN-VAN DEN NEST, LONGVILLE, VAN FLETEREN, VOLCKAERT et LIGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

L'idée de déterminer, aussi complètement que possible, en dehors de toute discussion de personnes, les règles à suivre par le Sénat en matière de vérification des pouvoirs des élus a pris corps, dès 1882, dans une délibération qui fut votée par le Sénat, le 26 janvier de cette année, par quarante et une voix et quatre abstentions.

Le 20 mai 1902, le Sénat, revisant l'œuvre de 1882, arrêta quinze règles auxquelles il y aurait lieu de se référer pour la solution des difficultés éventuelles que présenteraient des cas d'es-pèce.

Par suite des modifications apportées à l'article 56 de la Constitution, en matière de cens, notamment, la plupart des résolutions prises en 1902 sont devenues sans objet. C'est le cas pour les numéros 4^o, 5^o, 6^o et 7^o des résolutions de 1902. D'autres semblaient devoir être revisées. La Commission a l'honneur de soumettre à l'approbation du Sénat les décisions nouvelles auxquelles il convient, d'après elle, de s'arrêter.

PREMIÈRE SOLUTION.

» Les conditions d'éligibilité doivent exister au jour de l'élection.

» Le Sénat en constate l'existence à

ce jour, lors de la vérification des pouvoirs des élus. »

Cette règle, différente de la solution n° 2^o des décisions de 1902, a été adoptée à l'unanimité des membres de la Commission.

La question a fait l'objet, au Sénat, tant en février 1920 qu'en novembre 1925, d'intéressants débats. (Voir *Annales parlementaires* du mardi 3 février 1920, pages 69 à 83 et du mardi 24 novembre 1925, pages 10 à 16 ; et aux *Documents parlementaires* de 1925, le rapport de M. Carpentier, document n° 29.)

La Commission s'est rangée à l'opinion exprimée à ces occasions par la majorité du Sénat.

En décidant que les conditions d'éligibilité doivent exister au jour de l'élection, le Sénat indiquera que cette date est celle fixée pour la réunion des électeurs en vue du vote. Supposons que, pour une élection donnée, un ou des candidats soient, à défaut de compétition, proclamés élus sans qu'il ait fallu passer outre à l'élection, ce ne sera point au jour de la proclamation des élus qu'il faudra se reporter pour examiner si les conditions d'éligibilité étaient réunies, mais bien au jour auquel l'élection aurait dû avoir lieu, s'il avait fallu procéder aux opérations du

vote. C'est, d'ailleurs, la seule date certaine, celle éventuelle de la proclamation des élus comme celle de la vérification des pouvoirs ne peuvent être d'avance déterminées.

DEUXIÈME SOLUTION.

« Les conditions d'éligibilité des sénateurs suppléants doivent exister au jour de leur élection.

» Le Sénat en constate l'existence à ce jour, lors de la vérification des pouvoirs des sénateurs effectifs.

» Lorsqu'un sénateur suppléant est appelé à remplacer un sénateur effectif, il est procédé à une vérification complémentaire portant sur le point de savoir si l'élu réunit encore, en ce moment, les conditions d'éligibilité. »

L'article 56 de la Constitution ancienne portait : « Pour pouvoir être élu et rester sénateur, il faut.... etc ». Le texte actuel ne mentionne plus le mot « rester » ; il est le suivant : « Pour être élu sénateur, il faut.... ».

Est-ce à dire qu'il suffit, pour rester sénateur effectif ou suppléant, d'avoir réuni les conditions d'éligibilité le jour de l'élection ?

La négative est certaine.

Le texte de l'article 56 a été modifié pour le mettre en harmonie avec le texte de l'article 50 de la Constitution, relatif à l'éligibilité à la Chambre des Représentants ; mais, il a été formellement entendu, lors de la discussion qui a précédé le vote de l'article 56, que, pour rester sénateur, comme pour rester représentant, il faut continuer à réunir les conditions que la Constitution prévoit pour l'éligibilité. (Voir *Pasinomie*, année 1921, la note de la page 705).

Le Sénat aurait le droit, au cours du mandat de l'un de ses membres, de constater la déchéance de ce mandat, si le titulaire, par exemple, avait perdu la qualité de Belge.

De même, la perte par un sénateur suppléant des conditions d'éligibilité qu'il possédait au jour de son élection

comme suppléant, ne lui permettrait plus de prendre place à la Haute Assemblée, le jour où il serait appelé à remplacer le titulaire disparu.

C'est sur l'existence de ces conditions que doit porter la vérification complémentaire prévue par le paragraphe 3 de la deuxième solution proposée.

Mais, faut-il qu'au moment de la vérification complémentaire, le suppléant ait conservé les titres qui lui valurent, lors de son élection, d'être reconnu éligible en vertu de l'article 56bis de la Constitution ?

Voici un sénateur suppléant, élu en 1925, comme ayant payé cette année, au trésor de l'État, 3,000 francs d'impôts directs, catégorie n° 13°. En 1927, il n'est plus imposé à pareil total de contributions, mais, fin 1926, il est devenu échevin d'une commune de plus de 4,000 habitants (catégorie n° 10°), et l'est resté depuis lors. En 1928, il est appelé à remplacer un titulaire disparu. Pourra-t-il invoquer sa qualité d'échevin pour conserver le mandat qu'il avait obtenu en qualité de contribuable payant au moins 3,000 francs d'impôts directs ?

Votre Commission, à l'unanimité, a répondu affirmativement à cette question ; d'abord, parce que le droit à l'éligibilité résulte, à titre égal, de la possession de n'importe quelle des qualités prévues à l'article 56bis de la Constitution ; ensuite, parce que nulle raison de texte ou d'interprétation n'interdit la solution envisagée.

Il serait donc entendu que le sénateur qui, au cours de son mandat, pourrait invoquer une des vingt et une qualités de l'article 56bis, différente de celle qu'il possédait au moment de son élection et qu'il aurait perdu, devrait être maintenu comme sénateur et que le sénateur suppléant élu comme appartenant à l'une des catégories du même article, devrait être admis comme sénateur effectif, si, ayant cessé, au moment du remplacement du titulaire, de faire partie de la dite catégorie, il était fondé

à se prévaloir d'une autre des qualités prévues par l'article 56bis de la Constitution.

TROISIÈME SOLUTION.

Lorsqu'au moment de la vérification des pouvoirs des candidats effectifs ou suppléants proclamés élus par le bureau électoral, l'un d'eux est reconnu inéligible, le candidat effectif qui le suit sur la même liste dans l'ordre des votes, et, à défaut de candidats effectifs, le candidat suppléant le plus favorisé est proclamé élu.

Le suppléant non éligible, élu sénateur provincial ou désigné comme coopté est de même remplacé par le suppléant de la même liste qui le suit immédiatement.

A défaut de candidats effectifs ou suppléants de la même liste, il est agi comme le prescrivent les articles 263, § 3, 265, § 3 et 266 du Code électoral.

La question soumise au Sénat est incontestablement délicate.

On suppose qu'une liste comptant deux candidats titulaires et quatre candidats suppléants ait droit à un sénateur ; mais, le candidat proclamé élu, est, lors de la vérification de ses pouvoirs par le Sénat, reconnu non éligible. A qui faut-il attribuer le siège ? Au candidat effectif de la liste, non élu, ou au candidat suppléant, le premier en titre ?

La solution, constamment appliquée par l'administration des affaires électorales est que le candidat effectif élu ne peut, lorsqu'il vient à disparaître, être remplacé que par le candidat suppléant de la même liste proclamé élu comme tel ; de telle sorte qu'un candidat effectif reconnu non éligible, ne peut être remplacé par le candidat effectif présenté sur la même liste et que, de même, un candidat suppléant ne peut être, s'il est reconnu inéligible, remplacé par un autre suppléant de la même liste.

Cette décision est, dit-on, basée sur la règle fondamentale qui domine la

matière et qui veut que les élus ne peuvent être désignés que par les électeurs. Or, affirme-t-on, quand de deux ou plusieurs candidats d'une liste, l'un d'eux a été proclamé élu comme ayant recueilli le plus de suffrages, c'est celui-là seul qui est désigné pour occuper le siège et pas un autre.

On ajoute que, sous le régime majoritaire, l'application de cette règle ne donna jamais lieu à contestation ; que jamais on ne songea à remplacer un élu par un candidat non élu ; que cette règle, sous le régime de la représentation proportionnelle, doit de même être respectée et que l'application en est aisée et certaine, si l'on s'en tient aux principes qui n'ont pas varié.

Le Sénat, d'autre part, a décidé, à différentes reprises, qu'il avait le droit de modifier la proclamation des élus faite par le bureau principal. En 1900, tout d'abord, en 1912, ensuite, il a agi ainsi. (Voir SCHEYVEN. *Droit électoral*, tome X, pages 69 et suivantes. *Documents parlementaires*, n° 6 de 1912. *Annales parlementaires*, session extraordinaire de 1912, pages 11 à 20).

A l'appui de cette manière de voir, on peut dire que, sous le régime de la représentation proportionnelle, l'électeur vote beaucoup moins pour un candidat déterminé que pour le parti auquel ce candidat appartient ; qu'il s'en suit que les sièges attribués à une liste sont reconnus bien plus au parti dont la liste est l'émanation qu'aux candidats présentés ; qu'il en résulte, qu'à défaut du candidat proclamé élu comme ayant obtenu quelques voix en plus que les autres candidats de la liste, c'est le candidat suivant dans l'ordre d'obtention des votes émis qui doit être proclamé élu.

On a opposé à cette thèse l'article 267 du Code électoral. Mais, comme l'écrivait très justement M. Carpentier dans le rapport que cet honorable collègue présenta au Sénat le 22 juillet 1925 (document n° 29), cet article n'est pas d'application en l'occurrence. Il vise, non pas

le cas où il y a lieu de déterminer quel est le candidat qui, lors d'une élection, doit être proclamé élu, mais le cas où un sénateur élu et dont les pouvoirs ont été validés vient à disparaître et doit être remplacé.

On objecte encore à la règle proposée qu'elle permettrait trop facilement une manœuvre condamnable. Un parti pourrait présenter des candidats inéligibles, mais populaires, qui amèneraient des votes à la liste et ces votes feraient élire des candidats que le corps électoral aurait écartés. L'objection ne tient pas compte du fait que l'électeur qui vote pour une liste de candidats donne son vote à tous les candidats. Même quand il ne vote que pour un seul des candidats d'une liste, ce vote bénéficie à la liste entière. Il n'est donc pas exact de dire qu'en votant pour un des candidats d'une liste, on écarte les autres. C'est le contraire qui est vrai. Le vote isolé n'est qu'un vote de préférence pour le candidat favorisé ; il n'est point un vote d'exclusion pour les autres candidats de la même liste. L'électeur, en votant pour un seul ou pour tous les candidats d'une liste, manifeste avant tout sa volonté de voir élu l'un des candidats de cette liste. D'où suit qu'en attribuant au parti qui a droit à un siège, le deuxième effectif au lieu du premier reconnu non éligible, on se conforme rigoureusement à la volonté des électeurs, bien loin d'y contredire.

A l'unanimité des membres présents, la solution proposée est, dans sa première partie, soumise à la ratification du Sénat. Le Sénat voudra bien remarquer que la règle s'appliquerait au cas où un sénateur suppléant viendrait, dans l'intervalle de l'élection et de la vérification des pouvoirs, à être élu sénateur par le Conseil provincial ou par le Sénat comme au cas d'inéligibilité.

La Commission propose, à la même unanimité, que le Sénat décide que si, par suite d'inéligibilité des élus d'une liste, celle-ci perdait tous ses titulaires

et tous ses suppléants, il y aurait lieu non pas à une nouvelle élection, mais à attribution des sièges aux autres listes dans les conditions prévues par les articles 263, § 3, 265, § 3 et 266 du Code électoral. C'est l'application de l'article 253 du Code qui veut que l'élection se fasse en un seul tour de scrutin.

QUATRIÈME SOLUTION.

La prorogation des mandats envisagés aux nos 5^o, 9^o et 20^o de l'article 56bis de la Constitution ne peut être substituée à leur renouvellement régulier.

La question a été longuement traitée dans le rapport précité de l'honorable M. Carpentier et à la séance du Sénat du 24 novembre 1925 (*Annales parlementaires* du Sénat, pages 9 à 16). Votre Commission s'est trouvée unanime pour proposer au Sénat l'application rigoureuse du texte constitutionnel.

CINQUIÈME SOLUTION.

Dans un extrait du rôle portant indication d'une contribution collective, on ne peut, sans justification, attribuer une quote-part égale à chaque intéressé, par conséquent à un élu qui s'en prévaut pour constituer son cens d'éligibilité ; en pareil cas, il est nécessaire de l'appuyer d'un extrait de la matrice cadastrale rendu authentique par le directeur provincial, et s'il reste un doute sur le droit de l'élu, celui-ci aura à produire les titres nécessaires à une justification complète.

SIXIÈME SOLUTION.

La solution donnée ci-dessus (cinquième solution) est applicable à celui qui se prévaut du cens d'éligibilité basé sur le revenu cadastral.

SEPTIÈME SOLUTION.

Le commandité ne peut s'attribuer les impôts directs et les patentes établis sur la société en commandite.

HUITIÈME SOLUTION.

Le successeur, qu'il soit héritier, légataire universel, à titre universel, légataire particulier, donataire après décès, peut, à raison de son titre successif, s'attribuer les contributions payées par son auteur, propriétaire ou usufruitier.

NEUVIÈME SOLUTION.

Cette solution s'applique à celui qui forme son cens d'éligibilité au moyen du revenu cadastral.

DIXIÈME SOLUTION.

Le mari peut constituer son cens d'éligibilité au moyen des contributions ou du revenu cadastral des biens de sa femme, non séparée de corps ; le père peut également s'attribuer les contributions sur le revenu cadastral des biens de ses enfants âgés de moins de 21 ans.

Les solutions 5 à 10 dont la disposition du n° 13° de l'article 56*bis* de la Constitution nécessite le maintien, ont été adoptées à l'unanimité des membres de la Commission. Elles se bornent, d'ailleurs, à reproduire le texte des solutions 8°, 9°, 10°, 11°, 12° et 13° de 1902.

ONZIÈME SOLUTION.

L'irrecevabilité de l'une des candidatures pour vice de forme ne doit pas entraîner celle de la liste entière.

Ce texte, qui reproduit le texte de la quinzième solution de 1902, sauf que le mot « nécessairement » a été supprimé, indique qu'aucune exception ne peut être admise à la règle.

DOUZIÈME SOLUTION.

Il n'est pas exigé que les sénateurs élus par les Conseils provinciaux soient domiciliés dans la province qui les désigne.

Cette solution, qui reproduit le principe énoncé au n° 14° des solutions de 1902, n'a donné lieu à aucune observation.

La circonstance que les sénateurs n'ont pas fait partie de l'assemblée qui les élit, ou n'en ont pas fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les deux années antérieures, est établie par une attestation du Gouverneur de la province.

TREIZIÈME SOLUTION.

Les sénateurs élus par le Sénat n'ont à justifier que des seules conditions d'âge, de nationalité, de domicile et de possession des droits civils et politiques.

QUATORZIÈME SOLUTION.

Les pièces justificatives à fournir par les élus, tant suppléants qu'effectifs, sont les suivantes :

a) Pour tous les sénateurs :

Pour l'âge : Extrait d'acte de naissance.

Pour la nationalité : Si le candidat est né en Belgique d'un père né dans le même pays, extraits de l'acte de naissance de l'intéressé et de son père.

Dans tous autres cas, la nationalité doit être prouvée par les pièces justificatives des règles de droit applicables.

Pour le domicile : Extrait du registre de population.

Pour la possession des droits civils et politiques : Certificat du bourgmestre de la commune du domicile de l'élu et extrait de la liste électorale le concernant.

b) Pour les sénateurs élus par application de l'article 56*bis* de la Constitution :

Texte constitutionnel :

1. Les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat.
2. Les membres et anciens membres de la Chambre des Représentants et du Sénat (1).
3. Les porteurs d'un diplôme de fin d'études délivré par un des établissements d'enseignement supérieur dont la loi détermine la liste.
4. Les anciens officiers supérieurs de l'armée et de la marine.
5. Les membres et anciens membres titulaires des tribunaux de commerce ayant été investis d'au moins deux mandats.
6. Ceux qui ont exercé, au moins pendant dix ans, les fonctions de ministre d'un des cultes dont les membres jouissent d'un traitement à charge de l'Etat.
7. Les membres titulaires et les anciens membres titulaires d'une des académies royales et les professeurs et anciens professeurs d'un des établissements d'enseignement supérieur dont la loi détermine la liste.
8. Les anciens gouverneurs de province, les membres et anciens membres des députations permanentes, les anciens commissaires d'arrondissement.
9. Les membres et anciens membres des conseils provinciaux ayant été investis d'au moins deux mandats.
10. Les bourgmestres et anciens bourgmestres, échevins et anciens échevins de communes, chefs-lieux d'arrondissement et de celles ayant plus de 4,000 habitants.

(1) On entend par là ceux dont les pouvoirs ont été validés comme tels par la Chambre des Représentants ou par le Sénat.

Pièces justificatives à produire :

1. Extrait du *Moniteur belge*.
2. Attestation du greffier de la Chambre des Représentants ou du greffier du Sénat.
3. La production du diplôme ou une attestation du recteur ou des directeurs des établissements visés par les lois qui les énumèrent.
4. Le brevet de nomination ou une attestation du ministre compétent.
5. Attestation du président du tribunal de commerce ou du Ministre de la Justice.
6. Attestation délivrée par le Ministre de la Justice.
7. Lettre de nomination ou attestation de l'autorité académique.
8. Attestation du Gouverneur de province.
9. Attestation du Gouverneur de province.
10. Attestation du Collège échevinal.

11. Les anciens gouverneurs généraux et vice-gouverneurs généraux du Congo belge, les membres et anciens membres du Conseil colonial.

12. Les anciens directeurs généraux, les anciens directeurs et les anciens inspecteurs généraux des divers ministères.

13. Les propriétaires et usufruitiers de biens immeubles situés en Belgique dont le revenu cadastral s'élève au moins à 12,000 francs; les contribuables payant annuellement au *Tre-sor de l'Etat* au moins 3,000 francs d'impôts directs.

14. Ceux qui, en qualité d'administrateur-délégué, directeur ou à un titre analogue, ont été placés pendant cinq ans à la tête de la gestion journalière d'une société commerciale belge par actions, dont le capital est libéré à concurrence d'au moins un million de francs.

15. Les chefs d'entreprises industrielles occupant, d'une façon permanente, au moins cent ouvriers et des entreprises agricoles comprenant au moins cinquante hectares.

16. Ceux qui, en qualité de directeur gérant ou à un titre analogue, ont été placés, pendant trois ans, à la tête de la gestion journalière d'une société coopérative belge comptant depuis cinq ans au moins cinq cents membres.

17. Ceux qui, en qualité de membres effectifs, ont exercé, pendant cinq ans, les fonctions de président ou de secrétaire d'une mutualité ou d'une fédération mutualiste comptant, depuis cinq ans, au moins mille membres.

11. Brevet de nomination ou attestation du Ministre des Colonies.

12. Brevet de nomination ou attestation du Ministre compétent.

13. Extrait de la matrice cadastrale de la commune de la situation des biens, délivré par le directeur provincial des contributions, ou extrait des rôles des contributions directes pour l'année de l'élection ou, si les rôles n'existent pas encore pour cette année, attestation du directeur provincial des contributions indiquant la cotisation de l'année.

14. Attestation du président du conseil d'administration de la société appuyée par la copie des procès-verbaux ou des documents constatant que les conditions énumérées ci-contre sont remplies et par le numéro des annexes du *Moniteur belge* contenant les extraits relatifs à la société.

15. Attestation du contrôleur des contributions du ressort.

16. Attestation du président du conseil d'administration de la société, appuyée par la copie des procès-verbaux ou des documents constatant que les conditions énumérées ci-contre sont remplies et par le numéro des annexes du *Moniteur belge* contenant les extraits relatifs à la société.

17. Attestation du Ministre de l'Industrie et du Travail.

18. Ceux qui, en qualité de membres effectifs, ont exercé, pendant cinq ans, les fonctions de président ou de secrétaire d'une association professionnelle, industrielle ou agricole comprenant, depuis cinq ans, au moins cinq cents membres.

19. Ceux qui, pendant cinq ans, ont exercé les fonctions de président d'une chambre de commerce ou d'industrie comprenant, depuis cinq ans, au moins trois cents membres.

20. Les membres des Conseils de l'industrie et du travail, des Commissions provinciales d'agriculture, des Conseils de prud'hommes, ayant été investis d'au moins deux mandats.

21. Les membres élus d'un des conseils consultatifs institués auprès des départements ministériels.

18. Attestation du président de l'association, appuyée par la copie des procès-verbaux ou des documents constatant que les conditions énumérées ci-contre sont remplies.

19. Attestation du président de la Chambre, appuyée par la copie des procès-verbaux ou des documents constatant que les conditions énumérées ci-contre sont remplies.

20. Attestation du Ministre de l'Industrie et du Travail ou du Ministre de l'Agriculture, suivant le cas.

21. Attestation du Ministre compétent.

Le Rapporteur,
A. LIGY.

Le Président,
PAUL BERRYER.

BELGISCHE SENAAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 16 APRIL 1929

Verslag uit naam van de Commissie voor Onderzoek der geloofsbrieven over het Ontwerp van door den Senaat in zake verkiesbaarheid te nemen besluiten.

Aanwezig : de heeren Burggraaf BERRYER, voorzitter; DISIÈRE, DU BOST, HICGUET, HUISMAN-VAN DEN NEST, LONGVILLE, VAN FLETEREN, VOLCKAERT en LIGY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het denkbeeld zoo volledig mogelijk, buiten elke overweging van personen de regelen te bepalen door den Senaat te volgen bij het onderzoek der geloofsbrieven zijner verkozenen kwam reeds in 1882 tot uiting, in een beraadslaging door den Senaat op 26 Januari van datzelfde jaar aangenomen met 41 stemmen en 4 onthoudingen.

Op 20 Mei 1902 herzag de Senaat het werk van 1882, en bepaalde hij vijftien regelen waarnaar men zich richten zou bij de oplossing van de moeilijkheden die mochten rijzen.

Tengevolge van de wijziging van artikel 56 der Grondwet, in zake cijns, kwamen de meeste in 1902 genomen besluiten te vervallen. Dit geldt voor de n^{rs} 4^o, 5^o, 6^o en 7^o der besluiten van 1902. Andere bleken te moeten worden herzien. De Commissie heeft de eer aan de goedkeuring van den Senaat de nieuwe besluiten voor te leggen die zij gepast acht.

EERSTE OPLOSSING.

« De vereischten van verkiesbaarheid moeten bestaan op den dag der verkiezing.

» De Senaat stelt het bestaan op dien dag vast, bij het onderzoek van de geloofsbrieven der verkozenen. »

Deze regel die zich onderscheidt van de oplossing n^r 2^o van de besluiten van 1902, werd eensgezind aangenomen door de leden der Commissie.

De zaak gaf in den Senaat, zoowel in Februari 1920 als in November 1925 aanleiding tot belangwekkende debatten. (Zie *Handelingen* van Dinsdag 3 Februari 1920, blz. 69 tot 83 en van Dinsdag 24 November 1925, blz. 10 tot 16; en *Gedr. St.* van 1925, verslag van den heer Carpentier, n^r 29.)

De Commissie sloot zich aan bij de meening alsdan door de meerderheid in den Senaat uitgedrukt.

Met te beslissen dat de vereischten van verkiesbaarheid moeten bestaan op den dag der verkiezing, geeft de Senaat te kennen dat het juist deze datum is die bepaald voor de oproeping van de kiezers voor de stemming. Gesteld dat, voor een bepaalde verkiezing, een of meer candidaten, bij gemis van strijd, verkozen worden verklaard zonder dat men tot verkiezing behoefde over te gaan, dan zal men niet hoeven terug te gaan tot den dag van de uitroeping van de verkozenen om na te gaan of de vereischten van verkiesbaarheid bestaan, doch wel tot den dag waarop de verkiezing plaats moest hebben, zoo men tot de stemming had moeten overgaan. Dit is overigens de eenige vaste datum, daar die van de uitroeping der verkozenen zooals die

van het onderzoek der geloofsbrieven niet vooraf kunnen bepaald worden.

TWEDE OPLOSSING.

« De vereischten van verkiesbaarheid der plaatsvervangende senatoren moeten bestaan op den dag hunner verkiezing.

» De Senaat stelt het bestaan op dien dag vast, bij het onderzoek der geloofsbrieven der titelvoerende senatoren.

» Wanneer een plaatsvervangend senator geroepen is om een titelvoerend senator te vervangen, dan wordt overgegaan tot een aanvullend onderzoek, slaande op het punt te weten of, op dat oogenblik, de verkozene aan de vereischten van verkiesbaarheid nog voldoet. »

Artikel 56 der Grondwet bepaalde vroeger dat « om tot senator te worden verkozen en *het te blijven*, men moest... enz. » De tegenwoordige tekst spreekt niet meer van *blijven*.

Beteekent dit dat het volstaat, om titelvoerend of plaatsvervangend senator te blijven dat men op den dag der verkiezing aan de vereischten van verkiesbaarheid hebbe voldaan ?

Het antwoord daarop luidt beslist neen.

De tekst van artikel 56 werd gewijzigd om in overeenstemming te zijn met dien van artikel 50, slaande op de verkiesbaarheid voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers; doch het bleef uitdrukkelijk verstaan, bij de bespreking die aan de stemming over artikel 56 voorafging, dat, om senator te blijven, evenals om volksvertegenwoordiger te blijven, men moet voortgaan met aan de vereischten van verkiesbaarheid te voldoen die door de Grondwet worden gesteld. (Zie *Pasino-mie*, jaar 1921, nota op blz. 705.)

De Senaat zou het recht hebben, in den loop van het mandaat van een zijner leden, dit mandaat vervallen te verklaren zoo de titularis bij voorbeeld de hoedanigheid van Belg mocht hebben verloren.

Eveneens zou het verlies door een plaatsvervangend senator van de voorwaarden van verkiesbaarheid waaraan hij voldeed op den dag zijner verkiezing tot plaatsvervanger, hem niet toelaten zitting te nemen in de Hooge Vergadering op den dag dat hij geroepen mocht worden om den verdwenen titelvoerenden senator te vervangen.

Het is op het bestaan dezer vereischten dat het aanvullend onderzoek moet slaan, voorzien bij paragraaf 3 der tweede voorgestelde oplossing.

Doch moet, op het oogenblik van het aanvullend onderzoek, de plaatsvervanger de titels hebben behouden die hem bij zijn verkiezing toelieten als verkiesbaar te worden erkend krachtens artikel 56bis der Grondwet ?

Gesteld een plaatsvervangend senator, in 1925 verkozen, als hebbende dat jaar aan de Schatkist 3,000 frank aan rechtstreeksche belastingen betaald, categorie n° 13°. In 1927 wordt hij niet meer voor zulk bedrag aangeslagen, doch einde 1926 is hij schepen geworden in een gemeente met meer dan 4,000 inwoners (categorie n° 10°), en is dit gebleven. In 1928 wordt hij geroepen om een verdwenen titelvoerenden senator te vervangen. Kan hij zich beroepen op zijn hoedanigheid van schepen om het mandaat te behouden dat hij bekomen had in de hoedanigheid van schatplichtige die ten minste 3,000 frank aan rechtstreeksche belastingen betaalt ?

Op deze vraag heeft uwe Commissie eensgezind bevestigend geantwoord; ten eerste omdat het recht op verkiesbaarheid, te gelijken titel, voortvloeit uit om het even welke hoedanigheid voorzien bij artikel 56bis der Grondwet; vervolgens omdat niets in den tekst of in de verklaring verbiedt de vraag in dien zin op te lossen.

Het ware dus verstaan dat de senator die, in den loop van zijn mandaat, zich op een der één en twintig hoedanigheden van artikel 56bis van de Grondwet beroepen kan, verschillend van diegene welke hij bezat op het oogenblik zijner

verkiezing en die hij verloren had, als senator zou moeten aanblijven en dat de plaatsvervangende senator gekozen als behooren tot een dezer categorieën, als titelvoerend senator moet worden aanvaard, zoo, op het oogenblik van de vervanging van den titularis opgehouden hebbende deel te maken van bedoelde categorie, hij gerechtigd is zich te beroepen op een andere der hoedanigheden voorzien bij artikel 56*bis* der Grondwet.

DERDE OPLOSSING.

Wanneer bij het onderzoek der geloofsbrieven van de titelvoerende of plaatsvervangende kandidaten door het kiesbureau verkozen verklaard, een dezer onverkiesbaar blijkt, dan wordt verkozen verklaard de titelvoerende kandidaat die hem op dezelfde lijst opvolgt in de orde der uitgebrachte stemmen en, bij ontstentenis van titelvoerende kandidaten, de meest begunstigde plaatsvervangende kandidaat.

De niet verkiesbare plaatsvervanger, tot provinciaal senator verkozen of door cooptatie aangeduid, wordt eveneens vervangen door den plaatsvervanger van dezelfde lijst die onmiddellijk op hem volgt.

Bij ontstentenis van titelvoerende of plaatsvervangende kandidaten op dezelfde lijst, wordt gehandeld als voorzien bij de artikelen 263, paragraaf 3, 265, paragraaf 3, en 266 van het Kieswetboek.

Dit vraagstuk, waarover de Senaat uitspraak heeft te doen, is gewis van zeer kieschen aard.

Men veronderstelt dat een lijst met twee titelvoerende kandidaten en vier plaatsvervangende kandidaten aanspraak zou hebben op een senatorszetel, doch, de kandidaat die verkozen wordt verklaard, blijkt bij het onderzoek zijner geloofsbrieven door den Senaat onverkiesbaar te zijn. Wien komt de zetel toe? Aan den titelvoerenden kandidaat, die niet verkozen is, of aan den plaatsvervangenden kandidaat, die eerst komt?

De oplossing die steeds door het bestuur der kieszaken wordt getroffen,

is dat de verkozen titelvoerende kandidaat, wanneer hij komt te verdwijnen, slechts kan vervangen worden door den plaatsvervangenden kandidaat van dezelfde lijst die verkozen werd verklaard; zoodat een titelvoerend kandidaat die niet verkiesbaar blijkt, niet kan vervangen worden door den titelvoerenden kandidaat op dezelfde lijst en dat eveneens, een plaatsvervangende kandidaat, zoo hij onverkiesbaar blijkt, niet kan vervangen worden door een anderen plaatsvervanger op dezelfde lijst.

Deze beslissing steunt, zegt men, op den grondregel die hier geldt en die wil dat de verkozenen niet dan door de kiezers kunnen worden aangewezen. Maar, beweert men, wanneer onder twee of meer kandidaten eener lijst, een hunner verkozen wordt verklaard als hebbende de meeste stemmen bekomen, dan is het alleen deze die geroepen is om den zetel in te nemen en geen andere.

Men voegt daarbij dat, onder het meerderheidsstelsel, de toepassing van dezen regel nooit tot eenige betwisting aanleiding gaf; dat men er nooit aan dacht een verkozen kandidaat te vervangen door een niet verkozenen; dat deze regel, met de evenredige vertegenwoordiging, eveneens moet worden nagekomen en dat de toepassing gemakkelijk en zeker is, zoo men zich aan de beginselen houdt die niet werden gewijzigd.

Bovendien heeft de Senaat herhaaldelijk beslist dat hij het recht had de uitroeping der verkozenen van het hoofdbureau te wijzigen. In 1900 voor het eerst en in 1912 daarna, heeft hij aldus gehandeld. (Zie SCHEYVEN. *Droit Électoral*, deel X, blz. 69 en volgende. *Gedr. St. n^r 6* van 1912. *Handelingen*, buitengewone zitting 1912, blz. 11 tot 20).

Tot staving van die zienswijze mag men zeggen dat met de evenredige vertegenwoordiging, de kiezer veel minder stemt voor een bepaalden kandidaat dan wel voor de partij waartoe deze kandidaat behoort; dat dit voor gevolg heeft dat

de zetels toegekend aan een lijst veel meer de partij ten goede komen waarvan de lijst de uitdrukking is dan wel aan de voorgedragen kandidaten; dat daaruit volgt dat bij ontstentenis van den candidaat die verkozen wordt verklaard omdat hij enkele stemmen meer heeft behaald dan de overige kandidaten op de lijst, de volgende candidaat in de orde van de voorkeurstemmen moet worden verkozen verklaard.

Tegen deze stelling beriep men zich op artikel 267 van het Kieswetboek. Doch zooals de heer Carpentier terecht schreef in zijn verslag bij den Senaat op 22 Juli 1925 ter tafel gelegd (Stuk n^r 29), is dit artikel hier niet van toepassing. Het slaat, niet op het geval waarin moet worden uitgemaakt welke candidaat bij eene verkiezing moet worden verkozen verklaard, doch op het geval dat een verkozen senator wiens geloofsbrieven werden onderzocht, komt te verdwijnen en moet worden vervangen.

Tegen den voorgestelden regel doet men gelden dat hij al te licht de hand zou leenen tot een laakbare kneep. Een partij zou onverkiesbare doch populaire kandidaten kunnen voordragen, die stemmen voor de lijst zouden aanbrenge en deze stemmen zouden kandidaten doen verkiezen die het kiezerskorps van de hand heeft gewezen. Deze opwerping houdt geen rekening met het feit dat de kiezer die voor een lijst stemt zijn stem geeft aan al de kandidaten van die lijst. Zelfs wanneer hij maar voor een enkel candidaat stemt, komt zijne stem ten goede aan de geheele lijst. Het is dus niet juist te zeggen dat, met voor een candidaat te stemmen, men de overige kandidaten van die lijst van de hand wijst. Het tegenovergestelde is waar. De afzonderlijke stem is enkel een voorkeurstem voor den begunstigten candidaat; het is geen stem van uitsluiting voor de overige kandidaten der lijst. De kiezer, met voor een enkelen candidaat of met voor al de kandidaten eener lijst te stemmen, geeft uiting aan zijn wil een der kandidaten

dezer lijst gekozen te zien. Daaruit volgt dat met aan de partij die recht heeft op een zetel, den tweeden titelvoerenden candidaat verkozen te verklaren in plaats van den eersten die onverkiesbaar is, men zich stipt houdt aan den wil van de kiezers, en dezen alles behalve tegenwerkt.

Eensgezind stellen de aanwezige leden deze oplossing in haar eerste deel aan den Senaat voor. Deze gelieve op te merken dat deze regel van toepassing zou zijn op het geval dat een plaatsvervangend senator, tusschen de verkiezing en het onderzoek der geloofsbrieven in, tot senator werd verkozen door den provincialen Raad of door den Senaat zooals in het geval van onverkiesbaarheid.

Eensgezind stelt de Commissie ook voor dat de Senaat beslissen zou dat zoo, wegens onverkiesbaarheid van de verkozenen eener lijst, deze al hare titelvoerende en al hare plaatsvervangers moest verliezen, men zou moeten overgaan, niet tot een nieuwe verkiezing, doch tot de toekenning van de zetels aan de overige lijsten in de voorwaarden voorzien bij de artikelen 263, paragraaf 3, en 265, paragraaf 3, en 266 van het Kieswetboek. Dat is de toepassing van artikel 253 van het Kieswetboek, dat voorschrijft dat de verkiezing in een stemming zou gebeuren.

VIERDE OPLOSSING.

De verlenging van de bij de n^{rs} 5^o, 9^o en 20^o van artikel 56*bis* der Grondwet voorziene mandaten kan niet hunne regelmatige hernieuwing vervangen.

Het vraagstuk werd breedvoerig behandeld in hooger bedoeld verslag van den heer Carpentier. Uwe Commissie was eensgezind om aan den Senaat de strenge toepassing van den grondwettelijken tekst voor te stellen.

VIJFDE OPLOSSING.

In een uittreksel uit de rol vermeldende eene gemeenschappelijke belas-

ting, kan men niet, zonder rechtvaardiging, een gelijk aandeel toekennen aan elken belanghebbende, bijgevolg aan een verkozene die zich daarop zou beroepen om zijn verkiesbaarheids-cijs samen te stellen; in dergelijk geval is het noodig dit te staven door een uittreksel uit den cadastralen legger authentiek verklaard door den provincialen bestuurder, en blijft er een twijfel over aangaande het recht van den verkozene, dan heeft deze de noodige titels te doen gelden om zijn recht volledig te staven.

ZESDE OPLOSSING.

De oplossing aangegeven onder n° 8 is van toepassing op hem die zich beroept op den verkiesbaarheids-cijs op grond van het kadastraal inkomen.

ZEVENDE OPLOSSING.

De gecommanditeerde mag zich de rechtstreeksche belastingen en de patenten niet toekennen waarvoor de commanditaire vennootschap aangeslagen is.

ACHTSTE OPLOSSING.

De opvolger, hij weze erfgenaam, universeele erfgenaam, erfgenaam ten algemeenen titel, bijzondere erfgenaam, begiftigde na overlijden, mag, uit hoofde van zijn erfelijke titel, zich de door zijn vader, eigenaar of vruchtgebruiker betaalde belastingen niet toekennen.

NEGENDE OPLOSSING.

Deze oplossing is van toepassing op hem die zijn verkiesbaarheids-cijs samenstelt uit zijn kadastraal inkomen.

TIENDE OPLOSSING.

De man mag zijn verkiesbaarheids-cijs samen stellen uit de belastingen of

het kadastraal inkomen van de goederen zijner vrouw, waarvan hij niet van tafel en bed is gescheiden; de vader mag zich eveneens de belastingen toekennen op het kadastraal inkomen zijner kinderen beneden één en twintig jaar.

De oplossingen 5 tot 10 waarvan de bepaling bij n° 13° van artikel 56*bis* der Grondwet het behoud vergt, werden eensgezind door de Commissie aangenomen. Zij zijn enkel de herhaling van de oplossingen 8°, 9°, 10°, 11°, 12° en 13° van 1902.

ELFDE OPLOSSING.

De niet-ontvankelijkheid van een der candidaturen wegens gebrek in den vorm heeft niet die van de geheele lijst voor gevolg.

Deze tekst die de herhaling is van de vijftiende oplossing van 1902, behalve dat het woord « noodzakelijk » eruit is weggevallen, duidt aan dat op dezen regel geen uitzondering geldt.

TWAALFDE OPLOSSING.

Voor de door de provinciale raden verkozen senatoren wordt niet vereischt dat zij hunne woonplaats in de provincie hebben die hen aanduidt.

Deze oplossing, die de herhaling is van het beginsel gehuldigd in n° 14° van 1902, lokte geen enkele aanmerking uit.

De omstandigheden dat de senatoren geen deel hebben uitgemaakt van de vergadering die hen aanduidt, of daarvan geen deel hebben uitgemaakt gedurende het jaar der verkiezing of gedurende de twee vorige jaren, wordt bewezen door een attest van den Gouverneur der provincie.

DERIENDE OPLOSSING.

De door den Senaat verkozen senatoren hebben alleen te bewijzen dat zij voldoen aan de vereischten van leeftijd,

nationaliteit, verblijf en bezit hunner burgerlijke en politieke rechten.

VEERTIENDE OPLOSSING.

De bewijsstukken door de verkozenen te leveren, zoowel de titularissen als de plaatsvervangers, zijn de volgende :

a) Voor al de senatoren :

Leeftijd : Uittreksel uit hun geboorteakte.

Nationaliteit : Zoo de candidaat in België geboren is uit een vader die aldaar eveneens geboren is, uittreksels uit de

geboorteakten van den betrokkene en van zijn vader.

In al de overige gevallen moet de nationaliteit steeds worden bewezen door stukken die de toepasselijke rechtsregelen rechtvaardigen.

Domicilie : Uittreksel uit het bevolkingsregister.

Bezit der burgerlijke en politieke rechten : Attest van den burgemeester der gemeente van domicilie van den verkozene en uittreksel uit de kiezerslijst die hem betreft.

b) Voor de senatoren verkozen bij toepassing van artikel 56bis der Grondwet :

Tekst van de Grondwet :

1. De Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat;

2. De leden en gewezen leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van den Senaat (1);

3. De houders van een einddiploma, uitgereikt door eene der inrichtingen van hooger onderwijs, waarvan de wet de lijst vaststelt;

4. De gewezen opperofficieren van het leger en van de marine;

5. De titelvoerende leden en gewezen titelvoerende leden der handelsrechtbanken, die ten minste tweemaal met een mandaat werden belast;

6. Zij die, gedurende ten minste tien jaar, het ambt hebben bekleed van bedienaar van een der eerediensten, waarvan de leden eene jaarwedde trekken ten laste van den Staat;

(1) Daaronder verstaat men diegenen wier geloofsbriefven door de kamer der Volksvertegenwoordigers of door den Senaat werden goedgekeurd.

Te verstrekken bewijsstukken :

1. Uittreksel uit de *Moniteur*;

2. Getuigschrift van den Griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Griffier van den Senaat;

3^o Overlegging van het diploma of van een attest van den rector of de bestuurders der bij de wet opgesomde gestichten;

4. Het brevet van benoeming of een attest van den bevoegden Minister;

5. Getuigschrift van den voorzitter der handelsrechtbank of van den Minister van Justitie;

6. Attest van den Minister van Justitie;

7. De werkende leden en de gewezen werkende leden van eene der Koninklijke Academiën en de leeraars en gewezen leeraars van eene der inrichtingen van hooger onderwijs, waarvān de wet de lijst vaststelt;

8. De gewezen provinciale gouverneurs ; de leden en gewezen leden van de bestendige deputatiën ; de gewezen arrondissementscommissarissen ;

9. De leden en gewezen leden van de provinciale raden, die ten minste tweemaal met een mandaat werden belast ;

10. De burgemeesters en gewezen burgemeesters, schepenen en gewezen schepenen van gemeenten-arrondissements-hoofdplaatsen en van gemeenten met meer dan 4,000 inwoners ;

11. De gewezen gouverneurs-generaal en ondergouverneurs-generaal van Belgisch Congo, de leden en gewezen leden van den Kolonialen Raad ;

12. De gewezen bestuurders-generaal, de gewezen bestuurders en de gewezen inspecteurs-generaal bij de onderscheidene ministeriën ;

13. De eigenaars en vruchtgebruikers van onroerende goederen gelegen in België, waarvan het kadastraal inkomen ten minste 12,000 frank bedraagt ; de belastingplichtigen, die elk jaar ten minste 3,000 frank als rechtstreeksche belastingen betalen aan de Schatkist ;

14. Zij die, als beheerder-afgevaardigde, bestuurder of in een soortgelijke hoedanigheid, gedurende vijf jaar aan 't hoofd gesteld werden van het dagelijksch beheer eener Belgische handelsvennootschap op aandeelen, waarvan het kapitaal werd volgestort ten bedrage van ten minste één millioen frank ;

7. Benoemingsbrief of attest van de academische overheid ;

8. Attest van den Gouverneur der provincie ;

9. Attest van den Gouverneur der provincie ;

10. Attest van het schepencollege ;

11. Benoemingsbrevet of attest van den Minister van Koloniën ;

12. Benoemingsbrevet of attest van den bevoegden Minister ;

13. Uittreksel uit den kadastralen ligger van de gemeente waar de goederen gelegen zijn, afgeleverd door den provincialen bestuurder der belastingen, of uittreksel uit de rollen der rechtstreeksche belastingen voor het jaar van de verkiezing, of, zoo de rollen nog niet bestaan voor dit jaar, attest van den provincialen bestuurder der belastingen met vermelding van het bedrag van den aanslag voor het jaar ;

14. Attest van den voorzitter van den Beheerraad der vennootschap gestaafd door een afschrift van de processen-verbaal of door bescheiden waaruit blijkt dat de opgesomde voorwaarden vervuld zijn ;

15. De hoofden van nijverheidsbedrijven, waarbij ten minste 100 werklieden bestendig arbeiden, en van landbouwbedrijven van ten minste 50 hectaren;

16. Zij die, als bestuurder-zaakvoerder of in een soortgelijke hoedanigheid, gedurende drie jaar aan 't hoofd gesteld werden van het dagelijksch beheer eener Belgische samenwerkende maatschappij met ten minste 500 leden sedert vijf jaar;

17. Zij die, als werkende leden, gedurende vijf jaar het ambt hebben vervuld van voorzitter of secretaris van eene mutualiteit of van eenen bond van mutualiteiten met ten minste 1,000 leden sedert vijf jaar ;

18. Zij die, als werkende leden, gedurende vijf jaar het ambt hebben vervuld van voorzitter of secretaris eener beroeps-, nijverheids- of landbouwvereniging met ten minste 500 leden sedert vijf jaar;

19. Zij die, gedurende vijf jaar, het ambt hebben vervuld van voorzitter eener handels- of nijverheidskamer met ten minste 300 leden sedert vijf jaar ;

20. De leden van de nijverheids- en arbeidsraden, van de provinciale landbouwcommissiën, van de werkrechtseraden, die ten minste tweemaal met een mandaat werden belast;

21. De gekozen leden van een der raadgevende raden ingesteld bij de ministerieele departementen.

15. Attest van den controleur der belastingen van het gebied;

16. Attest van den voorzitter van den Beheerraad der vennootschap, gestaafd door een afschrift van de processen-verbaal of door bescheiden waaruit blijkt dat de opgesomde voorwaarden vervuld zijn;

17. Attest van den Minister van Nijverheid en Arbeid;

18. Attest van den voorzitter der vereniging gestaafd door het afschrift van de processen-verbaal of door bescheiden waaruit blijkt dat de opgesomde voorwaarden vervuld zijn;

19. Attest van den voorzitter der Kamer gestaafd door het afschrift van de processen-verbaal of door bescheiden waaruit blijkt dat de opgesomde voorwaarden vervuld zijn;

20. Attest van den Minister van Nijverheid en Arbeid of van den Minister van Landbouw, naar het geval;

21. Attest van den bevoegden Minister.

De Verslaggever,
A. LIGY.

De Voorzitter,
PAUL BERRYER.